

Troisième mandat pour continuer quel système ?

Malgré toutes les apparences que le pouvoir veut donner, tout montre qu'au-delà du Président Alpha Condé en fin de mandat, l'enjeu véritable de la bataille actuelle est la continuation de ce système injuste et rétrograde, basé sur la prédation du bien public, la dictature, l'ethnicisme et l'exclusion. C'est en cela qu'on peut affirmer que l'opposition guinéenne a encore une guerre en retard sur le pouvoir.

Une constitution c'est une boussole sacrée, un repère moral, une base légale suprême permettant à une collectivité humaine de se retrouver autour d'un minimum de valeurs partagées pour bâtir ensemble un avenir commun, dans la cohésion sociale, la liberté, la justice sociale et le progrès pour tous. A cet égard, aucune constitution ne peut être immuable, bien au contraire. Mais le minimum est que les changements à apporter à l'ancien texte permettent de progresser et non de revenir à des dizaines d'années en arrière comme c'est le cas de ce projet.

Que voyons-nous ? L'actuelle constitution est quotidiennement et systématiquement violée dans ses dispositions fondamentales. Le principe de la fixité de la durée des mandats par exemple est très rarement respecté, ce qui ouvre au pouvoir des possibilités illimitées de manipulation des élections via le calendrier fourni par la CENI, placée sous son contrôle étroit. Le principe sacré de l'Etat unitaire a été remplacé de façon totalement illégale par l'Etat ethniciste et communautariste, avec tout ce que cela comporte de pratiques anti-démocratiques et d'exclusion. Pire, le pays est sous la domination absolue d'un Parti-Etat qui fonctionne à base de de népotisme, de corruption, de confiscation du bien public et de distribution de prébendes. Ainsi, tous les efforts que nous avons faits à l'UFD depuis 2011 pour amener le pouvoir à respecter les dispositions de l'article 36 de la Constitution sur la déclaration de patrimoine sont restés vains. Après moult tergiversations et atermoiements, certaines personnalités visées ont parait-t-il déclaré leur patrimoine. Beaucoup d'autres s'y refusent insolemment et vaquent à leurs occupations, dans un gouvernement qui comprend en son sein des délinquants économiques ! Mais qu'avons-nous en réalité ? Contrairement à ce que prévoit la loi, nous n'avons vu à ce jour aucune déclaration dans le journal officiel ! En conséquence, les « déclarations » faites sont nulles et nul d'effet. Il ne s'agit que d'une mascarade honteuse, un subterfuge et un faux-semblant pour tromper le peuple et jouer ensuite aux vertueux qu'on n'est pas. N'en déplaise à nos compatriotes de la Société civile qui ont félicité le gouvernement pour « s'être acquitté de son obligation légale ». Ces « déclarations » auprès d'amis de la Cour Constitutionnelle ne changent rien au problème. On suppose que c'est cette disposition capitale pour un pays réputé l'un des plus corrompus et les plus misérables du monde qui passera la première à la trappe de la « Constitution révolutionnaire réécrite ». On a bien vu que le Premier Ministre Kassory FOFANA, sans doute soucieux de faire oublier son passé sulfureux, a décidé de lancer des enquêtes sur la gestion de plusieurs entreprises publiques, mais il a été arrêté tout net. Comment en effet poursuivre des dirigeants de ces sociétés qui ne font que piller et redistribuer la fortune publique, dans des conditions où il n'est pas imaginable qu'ils révèlent la destination du magot ? Les dénonciations du pillage du bien public sont accueillies par l'indifférence générale. La Guinée fonctionne comme un pays placé sous la férule d'oligarques. Notre pays est devenu le champion des « Premières pierres », des promesses mirifiques jamais réalisées, des problèmes jamais définitivement résolus, de l'autosatisfaction et du pillage de nos ressources naturelles.

Plus de soixante ans après l'indépendance, avec ce système prédateur et corrompu, nous sommes incapables de gérer correctement un hôpital, une compagnie de bus, une compagnie d'aviation ou une société de téléphone, sans compter le système éducatif qui ne produit que des candidats à la

noyade en Méditerranée. Comme disait un citoyen désabusé : « Le Président Alpha Condé est vraiment très fort ! Il a résolu en théorie tous les problèmes de la Guinée, sans toucher à aucun de ceux qui intéressent réellement les millions de pauvres Guinéens : éducation, santé, emploi, routes, logement, alimentation, eau potable, électricité, Etat de droit, sécurité, lutte contre la corruption, etc. ! ».

Si changement constitutionnel il doit y avoir aujourd'hui, la priorité des priorités pour tout militant politique patriote serait lutter pour la promotion d'une constitution permettant de s'assurer que les dirigeants tourneront le dos à la corruption et à l'enrichissement illicite et au bradage de la richesse nationale. Ce serait la seule option pour sortir de cet Etat géré dans l'opacité absolue par des dirigeants qui n'ont de comptes à rendre à personne et qui se débat dans la misère et la régression depuis plus de 60 ans.